

## **Prise en charge par l'État des frais de scolarité des élèves de lycée**

Cette mesure est réservée aux enfants français, résidant à l'étranger avec au moins l'un de leurs parents, inscrit au registre mondial des Français établis hors de France, qui vont entrer l'année prochaine en classe de Seconde, Première ou Terminale dans un établissement d'enseignement français.

Les familles doivent remplir un formulaire réglementaire fourni par l'établissement scolaire ou le consulat, joindre les pièces justificatives demandées, et déposer le dossier complet auprès de l'établissement avant une date limite déterminée selon chaque pays. La demande doit être renouvelée chaque année et pour chaque enfant.

N.B. : il ne peut pas y avoir de cumul avec une quelconque autre aide à la scolarité ou des prestations sociales en France.

**ATTENTION : la date limite de dépôt des dossiers approche !  
C'est déjà le 12 février dans certains pays.**

***Votre demande sera refusée si vous ne déposez pas votre dossier à temps !***

## **MONDE**

**L'Iran sous la menace de sanctions fortes.** François FILLON a annoncé que la France allait « *rechercher aux Nations unies l'adoption d'une nouvelle résolution comprenant des sanctions fortes* ». « *Alors que nous n'avons pas ménagé nos efforts ( ... ), le régime iranien n'a pas voulu saisir nos offres de dialogue. Il a au contraire poursuivi sa fuite en avant. Le moment est donc venu d'agir* » déclare le Premier ministre. Le secrétaire d'Etat américain à la Défense, Robert GATES, avait indiqué que des sanctions seraient sans doute « *imposées en partie par le Conseil de sécurité des Nations unies et en partie par les Etats-Unis et les pays partageant ses vues* ». Dans ce contexte de tensions croissantes, la Maison Blanche s'est montrée très ferme sur le lancement d'une fusée spatiale Kavoshgar-3, annoncé plus tôt par l'Iran, estimant qu'il s'agissait d'un « *acte de provocation* ». Les grandes puissances ont accueilli avec prudence l'assouplissement annoncé par l'Iran dans le projet de transfert à l'étranger de son uranium.

**Nations unies.** La France a pris pour un mois la présidence du Conseil de sécurité. Dans le cadre de cette présidence, outre les sujets géographiques d'actualité, la France a l'intention de mettre l'accent sur le maintien de la paix et la lutte contre les menaces transversales.

**Etats-Unis – Syrie : le dégel.** Washington a nommé un nouvel ambassadeur en Syrie, le premier depuis cinq ans.

**Afghanistan : un bilan lourd.** 44 militaires étrangers y ont péri depuis le 1<sup>er</sup> janvier. C'est le plus lourd bilan mensuel depuis le début du conflit.

**Haïti : le trafic d'enfants.** L'Institut haïtien du bien-être social, responsable des adoptions, a dénoncé un trafic d'enfants dans le pays depuis le séisme qui a ravagé le pays. Neuf ressortissants américains sont détenus à Port-au-Prince. 5 d'entre eux ont déjà été présentés au juge. Leur responsable dément. Un nouveau bilan fait état de 200.000 morts, selon le Premier ministre, Jean-Max BELLERIVE. L'ONU a demandé à l'ancien président américain Bill CLINTON de coordonner l'aide internationale.

**Otages français dans le monde.** 8 Français sont actuellement détenus : Pierre CAMATTE de la Croix Rouge, enlevé il y a quelques jours au Darfour, 4 au Soudan (collaborateurs d'organisations non-gouvernementales), 1 en Somalie (agent de la Direction générale de la Sécurité extérieure) et 2 en Afghanistan (journalistes de France Télévisions). « *Il y a de bonnes raisons de penser que les huit sont vivants* », a souligné le coordonnateur national du renseignement à la Présidence de la République, Bernard BAJOLET, en précisant qu'ils « *mobilisent des moyens conséquents, notamment de la DGSE* » et que « *leur gestion simultanée représente un énorme effort* ».

## EUROPE

**La Commission européenne recadre la Grèce.** Elle a approuvé le plan d'économies présenté par la Grèce pour sortir de la crise, mais elle le place sous une surveillance sans précédent. Les autorités grecques devront envoyer régulièrement des rapports d'étapes. Le premier devra être soumis pour le 16 mars. Plus largement, la Grèce devra aussi « *se préparer à adopter des mesures supplémentaires le cas échéant* », et la Commission invite Athènes à réformer son administration ou son système de retraites. Enfin, Bruxelles a annoncé en parallèle l'ouverture d'une procédure d'infraction contre Athènes pour ses statistiques peu fiables.

**Audition devant le Parlement européen réussie.** La Bulgare Kristalina GEORGIEVA, commissaire désignée pour l'Aide humanitaire, a promis qu'Haïti serait sa priorité. La commissaire désignée a été applaudie durant toute son audition.

**BARROSO II.** Le Parlement européen devrait investir la nouvelle Commission mardi prochain. Non sans avoir mené la vie dure à son président qui a dû, d'abord, présenter un programme politique en bonne et due forme avant de se voir reconduire dans ses fonctions, puis organiser, sous la pression des eurodéputés, le remplacement de la candidate bulgare. En parallèle, les élus devraient aussi voter une résolution relative à la révision de l'accord-cadre qui régit les relations entre les deux institutions. Le sujet est technique, mais il s'agit d'une bataille importante, qui pourrait conduire au renforcement du poids institutionnel des députés.

**Vie de couple.** 12<sup>ème</sup> conseil des ministres franco-allemand. La Chancelière et le Président de la République se sont retrouvés à l'Élysée pour présenter les 80 mesures préparées pour renforcer l'amitié franco-allemande. L'idée d'un Secrétariat d'Etat commun ne devrait cependant pas voir le jour.

**La Justice empêchée ?** La Chambre des députés italienne a approuvé par 316 voix contre 239 une loi qui aurait pour effet de reporter pour une période pouvant aller jusqu'à 18 mois les procès intentés contre Silvio BERLUSCONI. La « *loi d'empêchement légitime* » autorise le président du Conseil ou des membres de son gouvernement à demander un report des audiences d'un procès au motif qu'ils sont trop accaparés par leur travail gouvernemental pour y assister.

**Tony BLAIR se défend.** Devant une commission d'enquête sur l'Irak, l'ancien Premier ministre britannique persiste : « *je n'ai aucun regret d'avoir renversé Saddam HUSSEIN* ».

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Barack OBAMA redescend sur terre.** Le Président américain a annoncé l'arrêt du programme spatial qui prévoyait d'envoyer des Américains sur la Lune d'ici 10 ans, en raison du coût du projet. M. OBAMA a présenté un budget pour l'exercice 2011 entamant la réduction d'un déficit colossal, avec entre autres cette décision hautement symbolique. Ce budget pour l'exercice qui court d'octobre 2010 à septembre 2011 prévoit des dépenses de 3.721 milliards de dollars, en hausse de 3% par rapport à l'exercice en cours. Mais M. OBAMA, qui table sur une solide reprise économique et une augmentation de 19% des recettes fiscales, compte commencer à abaisser le déficit. Après un record de 1.556 milliards de dollars en 2010 (soit 10,6% du produit intérieur brut, et 54 milliards de dollars de plus que prévu en octobre), celui-ci descendrait à 1267 milliards (8/3% du PIB). « *C'est un budget qui reflète les graves difficultés auxquelles le pays doit faire face* », déclare le Président.

**Togo.** La Cour constitutionnelle a rejeté la candidature de Kofi YAMGNANE, ancien secrétaire d'Etat français aux Affaires sociales, et qui possède la double nationalité. La Cour a relevé une incertitude sur sa date de naissance et redoute « *la confusion sur l'identité de la personne* », ce qui peut « *fragiliser la sécurité juridique et judiciaire* ».

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Vers une réforme de la fonction publique.** Un projet de décret, mettant en œuvre les principes d'une loi sur la mobilité des fonctionnaires votée l'été dernier, doit être présenté prochainement. Le texte prévoit la réorientation professionnelle du fonctionnaire dont l'emploi a vocation à être supprimé, en vertu de la règle de non remplacement d'un fonctionnaire sur 2. Ce fonctionnaire sera mis en disponibilité après trois refus d'affectation, puis licencié après trois autres refus d'affectation. Le ministre de la Fonction publique Eric WOERTH, assure que les emplois proposés tiennent « *compte de ses capacités, de sa formation, de ses contraintes familiales ou de contraintes géographiques* ». Le projet de décret ne concernera que la fonction publique d'Etat. Par ailleurs, dans le cadre de la réforme globale des retraites à laquelle va s'atteler le gouvernement cette année, la pension des

fonctionnaires serait calculée sur les 25 meilleures années, comme dans le privé, au lieu des six derniers mois.

**BESSON lève discrètement le voile.** Le ministre de l'Immigration a signé un décret refusant de naturaliser un étranger qui est marié à une Française et qui l'oblige à porter le voile intégral.

**COPE la joue collective.** Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale a affirmé qu'il comptait participer « très activement à l'élaboration » du programme de Nicolas SARKOZY en 2012. « *Je suis totalement engagé à ses côtés pour la réussite de son mandat et puis naturellement pour travailler à sa réélection en 2012* ». M. COPE a affirmé avoir dit au Président qu'il souhaitait « *ardemment contribuer avec (ses) amis députés à la fabrication des grands débats du projet présidentiel pour lui en 2012* », ajoutant toutefois qu'il continuerait « *à exprimer (ses) convictions* », notamment au sujet du port du voile intégral.

**Relaxe de VILLEPIN : le parquet fait appel.** Il y aura un deuxième procès Clearstream. La polémique est relancée sur la façon dont le procureur général a choisi d'annoncer sa position, sur Europe 1. Dominique de VILLEPIN dénonce un « *acharnement* » du Président de la République.

## Régionales

**UMP : FILLON tente de calmer les tensions.** Quelques jours après avoir clos le Conseil national de l'UMP, marqué par des contestations, le Premier ministre est intervenu pour apaiser les débats. Interrogé sur les tiraillements dans la majorité pour constituer des listes d'union avec les partenaires de l'UMP, le chef du gouvernement a reconnu qu'il était « *difficile de faire des listes, parce qu'on doit refuser des places à des hommes et des femmes qui ont de bonnes raisons de vouloir y figurer* ». Mais « *nous sommes rassemblés avant le premier tour* », a-t-il assuré. Il a reconnu que la partie serait difficile pour son camp. « *C'est vrai que nous n'avons pas grand chose à perdre dans ces élections régionales puisque la gauche contrôle 20 régions sur 22* », a-t-il dit.

**Xavier BERTRAND enfonce le clou du renouvellement.** Le secrétaire général de l'UMP a expliqué que les candidatures avaient été « *renouvelées à 65%, du jamais vu* ». « *Quand on avait 85% par le passé on nous disait : ce n'est pas bien, c'est trop important* », a relevé le patron de l'UMP. « *Dans une France qui change, si vous voulez rassembler les Français, il faut aussi des listes qui leur ressemblent* », a-t-il expliqué. « *Il y a beaucoup plus de candidats de la diversité, beaucoup plus de jeunes* ».

**Régionales : lancement de la campagne socialiste.** « *Une carte toute rose pour une crise bien noire* ». C'est le souhait exprimé par la Première secrétaire d'Etat du Parti socialiste au soir du lancement de la campagne du parti d'opposition.

**Georges FRECHE vs Martine AUBRY.** Sans surprise, Martine AUBRY a annoncé à l'issue du Bureau national que le PS avait officiellement investi le maire de Montpellier, Hélène MANDROUX, pour être son chef de file aux élections régionales en Languedoc-Roussillon, contre le président sortant (DVG) Georges FRECHE. Mme AUBRY a précisé que cette décision avait été prise par 40 voix pour, 5 contre et 5 abstentions.

**Le NPA fait le débat.** Le Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier BESANCENOT, présente une candidate voilée aux élections régionales dans le Vaucluse (en position non éligible). Cette annonce a suscité des critiques de plusieurs personnalités politiques et d'associations féministes. Réponse : « *La foi est une question privée qui ne saurait faire obstacle à la participation à notre combat dès lors que les fondamentaux laïcs, féministes et anticapitalistes de notre parti sont sincèrement partagés* ».

## Sondages.

**Le Chef de l'Etat au plus bas.** Il voit sa cote de confiance reculer d'un point en un mois pour atteindre 31%, son score le plus faible depuis 2007. François FILLON en gagne 2 à 39% dans le baromètre TNS Sofres Logica pour Le Figaro magazine.

**Régionales : la gauche creuse l'écart.** Les listes de gauche seraient nettement majoritaires aux régionales de mars, avec 55,5% d'intentions de vote, contre 44,5% pour la droite, dont 4% pour le MoDem et 8,5% pour le FN, selon TNS Sofres-Logica.

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Le contrôle sur les nominations présidentielles.** Les députés ont adopté en deuxième lecture deux projets de loi (un projet organique et un projet simple) visant à instaurer un dispositif de contrôle

parlementaire sur certaines nominations présidentielles, mais de façon non conforme au vote en première lecture du Sénat. Les députés ont unanimement marqué leur désaccord avec leurs collègues sénateurs qui avaient décidé, lors de leur première lecture, le principe de la délégation de vote qui permet à un élu de voter pour un autre si ce dernier est absent. Ils ont ainsi rétabli l'article 3 qui interdit cette délégation de vote.

## Sénat

**Réforme des collectivités territoriales. Suite.** Le Sénat a fortement encadré la fusion des départements et des régions, rendue possible par le projet de réforme des collectivités, en adoptant presque à l'unanimité un amendement de M. CHARRASE. « *Les départements, c'est de la porcelaine et on ne peut pas y toucher sans précaution. Le maintien du département doit rester la règle, sa suppression et sa fusion l'exception* », a plaidé l'ancien ministre. Rappelons que le nom de ce dernier circule depuis quelques semaines pour un siège au Conseil constitutionnel.

**A noter :** le rapport pour avis de notre collègue Louis DUVERNOIS sur le projet « Action extérieure », au nom de la Commission de la Culture du sénat. <http://www.senat.fr/rap/a09-237/a09-2371.pdf>

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi.** Ratification du traité entre l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal (rejoints par la Roumanie en 2008), portant création de la force de **gendarmerie européenne** (EUROGENDFOR). Opérationnelle depuis 2006, engagée depuis 2007 en Bosnie-Herzégovine, la force de gendarmerie européenne est également présente en Afghanistan (depuis 2009) et, depuis ce mois, en Haïti.

**Décret.** Les parlementaires européens vont faire un bond de dix rangs dans l'ordre protocolaire, qui fixe l'ordre de préséance dans les cérémonies publiques en France. Le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Pierre LELLOUCHE, a présenté un décret qui prévoit que les eurodéputés français passeront du 23<sup>ème</sup> au 13<sup>ème</sup> rang, juste après les sénateurs et avant l'autorité judiciaire représentée par le premier président de la Cour de cassation et le procureur général près cette Cour.

**Communications.** La discussion au Parlement du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure. / Le plan d'action sur les algues vertes. / L'année croisée France-Russie. / L'intermédiation locative.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Chômage.** Le nombre de chômeurs indemnisés par l'assurance chômage ou par l'Etat a atteint 2,453 millions en décembre 2009, soit 12,7% de plus qu'en décembre 2009, selon des chiffres du Pôle emploi, tandis que le nombre d'inscrits augmentait davantage (plus de 18%).

**Industrie française en baisse.** Les prix à la production sont en baisse de 2,4% en 2009.

**Ventes de voitures particulières neuves : bond de 14% en janvier.** Toujours l'effet de la prime à la casse. Au total, 171.005 immatriculations enregistrées en janvier.

**Stéphane RICHARD**, ancien directeur du cabinet de Christine LAGARDE, directeur général délégué de France Télécom, nommé directeur général du groupe dès le 1<sup>er</sup> mars prochain.

**Vers la suppression du Tribunal aux Armées de Paris.** Le ministre de la Défense, Hervé MORIN, a détaillé le transfert des compétences du Tribunal aux Armées de Paris (TAP) à des juridictions ordinaires pour juger toutes les infractions des militaires commises à l'étranger, de droit commun ou liées à l'exercice du métier militaire. « *Désormais, les infractions commises hors du territoire national relèveront d'une formation spécialisée du TGI de Paris et de la Cour d'assises de Paris* », a déclaré M. MORIN, précisant que « *l'idée est une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011* ». L'avant projet de loi est à l'examen au Conseil d'Etat.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**12<sup>ème</sup> session de l'Assemblée des Français de l'étranger. Du 1<sup>er</sup> au 6 mars 2010.** A confirmer, les interventions programmées de :

- Pierre LELLOUCHE, Secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes auprès du Ministre des Affaires étrangères et européennes,
- Serge MOSTURA, Directeur du Centre de Crise, sur la situation en Haïti,
- Jean-Paul MONCHAU, ambassadeur chargé de l'adoption internationale,

- Michel SAVINAS, Responsable du Service justice auprès du Médiateur de la République en charge de la délégation dédiée aux Français de l'étranger.

**Grève illimitée des agents recrutés localement à Alger.** Les activités du consulat général de France à Alger sont pratiquement paralysées. Ces agents demandent « *le respect de leur contrat* » concernant le paiement des salaires, qui devrait se faire en dinars, la monnaie algérienne, alors que la plupart d'entre eux le perçoivent jusqu'à présent en France en euros. « *Nous n'avons pas de marge de manœuvre, nous ne faisons que respecter la nouvelle législation algérienne* », a déclaré M. FORGERON, conseiller presse et communication de l'Ambassade de France.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Crise du logement en France : la sonnette d'alarme est tirée.** Il manque 900.000 logements en France en fin d'année 2009 par rapport à la demande, soit 100.000 de plus qu'à la fin 2008, prévient la Fondation Abbé-Pierre dans son rapport annuel. La crise du logement s'est aggravée en 2009 sous l'effet de la crise économique et touche dix millions de personnes à des degrés divers.

**Concorde, le procès du crash.** Il va durer 5 mois, et devra mettre en évidence les responsabilités dans l'accident du supersonique à Garges-lès-Gonesse en 2000, qui a fait 113 morts et a entraîné l'arrêt de son exploitation.

**Education sexuelle : BACHELOT « met le paquet ».** Objectif de la ministre de la Santé : faire chuter le nombre de grossesses non désirées dans le milieu scolaire. La France compte 200.000 IVG par an. L'inspection générale des affaires sanitaires souligne la complexité persistante du recours à l'avortement, et appelle à un renforcement de la prévention, en particulier auprès des jeunes.

**JOYANDET y va franco.** [franco.mot@diplomatie.gouv.fr](mailto:franco.mot@diplomatie.gouv.fr), c'est l'adresse électronique créée par le secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie. Il propose aux étudiants et aux élèves d'adresser des traductions innovantes pour les 5 mots suivants : « chat », « talk », « tuning », « buzz » ou encore « newsletter ». Ouvert jusqu'au 7 février. L'objectif est bien sûr de trouver des substituts aux fréquents anglicismes, utilisés pour définir des outils liés aux nouvelles technologies.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**GIACOMETTI bat PICASSO.** Une sculpture en bronze d'Alberto GIACOMETTI, L'Homme qui marche I, a été adjugée 74,2 millions d'euros à Londres par la maison Sotheby's. Un record mondial pour une œuvre d'art vendue aux enchères publiques. Le précédent record avait été atteint en mai 2004 par un tableau de Pablo PICASSO, Garçon à la pipe, vendu 58 millions de livres, par Sotheby's également, à New York.

## CARNET

### Sports

**Handball. Les experts.** L'équipe française de handball a réalisé l'exploit : celui de remporter le titre de champion d'Europe, après celui des Jeux Olympiques et du Championnat du monde.

### Nominations

**Philippe GROS**, délégué permanent de la France auprès de l'OMC à Genève, pourrait être nommé conseiller maître à la Cour des Comptes en service extraordinaire.

**Alice GUITTON**, chef de la mission de la gouvernance démocratique au Quai, devrait rejoindre le cabinet Catherine ASHTON, Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères.

**Laurent MUSCHEL**, chef de cabinet adjoint de Jacques BARROT, vice-président de la Commission européenne chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité, devrait rejoindre le cabinet de Cécilia MALMSTROM, commissaire européen désigné, chargé des affaires intérieures.

**Olivier RICHARD**, jusqu'alors chef du service des programmes et du réseau à la direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats au Quai, ambassadeur en Zambie.

**Franck LOUVRIER**, conseiller communication et presse à l'Elysée, sera candidat en Pays-de-Loire pour les régionales.

**Jean-Claude TRICHET**, Président de la Banque centrale européenne, sera le seul candidat au fauteuil de Pierre MESSMER, à l'Académie des sciences morales et politiques.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)